

Edito

Maintenant il faut réussir la transition

Par Hubert Leclercq

Majorité et opposition congolaises sont parvenues à un accord qui doit conduire le pays vers une présidentielle en fin de cette année. Pour parvenir à ce compromis, les deux camps ennemis et qui n'ont pas enterré la hache de guerre en signant cet accord, ont pu compter sur la détermination sans faille de l'Eglise catholique congolaise, seule institution capable de faire asseoir et dialoguer ces deux clans. Le texte est signé, le président Kabila a donc entériné qu'il ne se maintiendrait pas au pouvoir au-delà de 2017. Majorité et opposition – malgré tout ce qui les sépare – vont devoir travailler main dans la main pour parvenir à organiser cette fin de règne et installer durablement leur Congo sur la voie de la démocratie. Mais pour y parvenir, sans paternalisme, la communauté internationale devra demeurer au chevet de cette

immense nation dont plus de 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les comptes publics sont dans le rouge vif. Or, ce scrutin a un coût chiffré – même si on peut douter de la hauteur faramineuse du montant – à 1 milliard de dollars. La communauté internationale devra mettre la main à la poche. Elle a cette responsabilité. L'Etat congolais, ses responsables politiques, en tout cas, auront l'impérieux devoir d'organiser un scrutin apaisé et crédible. Cet accord de la Saint-Sylvestre n'est qu'une étape nécessaire mais fragile. Les signataires devront faire preuve de responsabilité et de courage politique, deux qualificatifs rarement de mise dans ce milieu en RDC. Le peuple congolais a démontré que lui, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres Etats africains, a mûri et peut se montrer responsable et déterminé.